

**EXTRAIT**  
**DU REGISTRE DES DELIBERATIONS DU CONSEIL**  
**DE LA COMMUNAUTE D'AGGLOMERATION DE SAINT-DIZIER, DER & BLAISE**

L'an deux mille quinze, le vingt-huit septembre à dix-sept heures trente, le Conseil de la Communauté d'Agglomération de Saint-Dizier, Der & Blaise s'est réuni en séance publique à l'Hôtel de Ville de Saint-Dizier, sous la présidence de M. François CORNUT-GENTILLE en suite de la convocation faite le 21 septembre 2015.

**Présents :**

- M. CORNUT-GENTILLE, Président  
- M. LAURENT, M. GOUVERNEUR, M. FEUILLET, M. GARET, M. SIMON, Mme GARCIA, M. BOSSOIS, M. MATHIEU, M. NOVAC, M. CADET  
- M. AUBRIOT, M. BANCELIN, M. BAUDOT, M. BERTRAND, M. BONNEAUD, M. BONNEMAINS, M. BONTEMPS, Mme TURC suppléante de M. BUAT, M. CARON, Mme COLLET, Mme DECHANT, M. DELMOTTE, Mme DELORME, M. DERVOGNE, M. COUVREUX suppléant de M. DROIN, Mme DUHALDE, M. FRANCOIS, M. GAILLARD, M. GARNIER, M. REMY suppléant de M. GUILLEMIN, Mme MOUSSY suppléante de M. HOWARD, M. COLLET suppléant de M. HURSON, M. KAHLAL, M. KIHM, Mme LANDREA, M. MARIN, M. MENAUCOURT, M. MOITE, Mme MORAGNY, M. CORNUET suppléant de M. NOISSETTE, M. OUALI, Mme PATIN, M. PEIGNE, Mme PINCEMAILLE, Mme PIQUET, M. PRIGNOT, M. RAIMBAULT, M. RAMBERT, M. RAULET, Mme ROBERT-DEHAULT, M. RONFARD, Mme SALEUR, Mme TRAISET, M. TURCATO,

**Excusés :** Mme KREBS, M. RIMBERT, Mme AUBRY, Mme AYADI, Mme BETTING, M. BOUZON, M. BRUSA-PASQUE, M. BUAT, M. CHARPENTIER, M. CHEVANCE, Mme CLAUSSE, Mme DORKEL, M. DROIN, Mme GALICHER, M. GUILLAUMOT, M. GUILLEMIN, M. HOWARD, M. HURSON, Mme MACQUART, M. NOISSETTE, Mme SAMOUR, M. SCHILLER, M. THIERRY, M. UTKALA, M. VALTON

**Ont donné procuration :**

Mme KREBS à Mme DECHANT  
M. RIMBERT à M. MARIN  
Mme AUBRY à M. FEUILLET  
M. CHARPENTIER à M. GARNIER  
M. CHEVANCE à Mme PIQUET  
Mme CLAUSSE à M. BOSSOIS

Mme DORKEL à M. KAHLAL  
Mme GALICHER à M. KIHM  
MME MACQUART à M. MATHIEU  
M. THIERRY à Mme SALEUR  
M. UTKALA à Mme TRAISET  
M. VALTON à M. TURCATO

**Secrétaire de séance :** M. FRANCOIS

---

**N° 76-09-2015**

**COTISATION FONCIERE DES ENTREPRISES – EXONERATION EN FAVEUR DES ETABLISSEMENTS DE SPECTACLES CINEMATOGRAPHIQUES**

**Rapporteur :** M. GARET

La taxe professionnelle supprimée depuis le 1<sup>er</sup> janvier 2010 a été remplacée par la Contribution Economique Territoriale (CET) composée de la Cotisation Foncière des Entreprises (CFE) et de la Cotisation sur la Valeur Ajoutée des Entreprises (CVAE).

Le Président de la Communauté d'Agglomération expose les dispositions des 3°, 3°bis et 4° de l'article 1464 A du Code Général des Impôts permettant aux communes et aux établissements publics de coopération intercommunale à fiscalité propre d'exonérer de cotisation foncière des entreprises, les établissements de spectacles cinématographiques répondant à certaines conditions.

Conformément au I de l'article 1586 nonies du même code, la valeur ajoutée des établissements exonérés de cotisation foncière des entreprises en application de la délibération d'une commune ou d'un établissement public de coopération intercommunale à fiscalité propre est, à la demande de l'entreprise, exonérée de cotisation sur la valeur ajoutée des entreprises pour sa fraction taxée au profit de la commune ou de l'EPCI à fiscalité propre.

Ainsi, dès lors que cette délibération d'exonération en matière de CFE aura été prise, elle entraînera, à la demande de l'entreprise, une application d'exonération correspondante en matière de CVAE.

Vu l'article 50 de la loi n°2009-1674 du 30 décembre 2009 de finances rectificative pour 2009,

Vu l'article 1464 A du Code Général des Impôts,

Vu l'article 1586 nonies du Code Général des Impôts,

Il est proposé au Conseil communautaire :

- de décider d'exonérer de cotisation foncière des entreprises, les établissements de spectacles cinématographiques qui ont réalisé un nombre d'entrées inférieur à 450.000 au cours de l'année précédant celle de l'imposition et qui bénéficient d'un classement « art et essai » au titre de l'année de référence,
- de fixer le taux de l'exonération à 100 %,
- de charger Monsieur le Président de notifier cette décision aux services préfectoraux.

Le Conseil Communautaire, après délibération, décide d'approuver ces propositions à **l'UNANIMITE.**

Pour extrait conforme,

Pour le Président et par délégation  
Le Directeur Général des Services  
Pierre-François GITTON